

Texte d'orientation 3 : Socialistes, Le chemin de la renaissance.

*« Ne dissociez jamais la Liberté de l'Égalité.
Ne séparez jamais la grandeur de la France de la construction de l'Europe ».*
François Mitterrand, vœux à la Nation, 31 décembre 1994

Cher(e) camarade,

Nous nous présentons devant toi rassemblés pour conduire ensemble la renaissance du Parti Socialiste. Nos combats et nos valeurs restent d'actualité. **Si nous voulons prolonger cette histoire nous devons profondément changer : changer nos pratiques et notre organisation, inventer un nouveau Parti Socialiste, mais aussi inventer de nouvelles réponses face aux inégalités et aux injustices sociales, aux défis du futur pour la planète et pour l'humanité.**

Nous sortons d'une déroute historique qui nous a collectivement ébranlés. La sanction a été sévère. Nous pourrions la penser injuste, d'abord pour tous les militants et pour les élus locaux et nationaux qui se sont donnés corps et âmes à leur mandat. Mais les citoyens arbitrent et font des choix. Si les Français nous ont désavoués, c'est parce qu'ils ne discernaient plus notre capacité à répondre à leurs attentes et à exercer efficacement le pouvoir.

La politique a horreur du vide et d'autres offres sont venues occuper l'espace que nous avons abandonné. **Mais la défaite de 2017 n'est pas que conjoncturelle, elle vient de loin ; elle n'est pas une parenthèse, aucune bulle n'éclatera pour rétablir le paysage politique antérieur.** Nous devons reconquérir notre place.

A quoi doit servir notre congrès?

Ce congrès n'est pas encore celui du projet. Personne ne croirait que nous allons refonder notre doctrine en quelques mois et qu'une motion y suffirait. Nous devons prendre le temps d'écouter les Français et de travailler sérieusement.

Ce congrès doit ouvrir un nouveau cycle, qui conduira à notre renaissance. Aubervilliers doit être le point de départ d'une nouvelle aventure collective et entamer un processus de

reconstruction idéologique, programmatique, organisationnelle, avec un préalable : **le premier changement à opérer c'est celui des comportements**. Aubervilliers doit être le congrès de la confiance entre nous et de la fraternité retrouvée.

La confiance d'abord : les années passées ont mis à rude épreuve notre solidarité. Ce qui doit être clair, c'est que désormais, celles et ceux qui participeront à la reconstruction doivent s'engager à le faire dans la loyauté. Nous ne demandons pas aux camarades d'où ils viennent, mais où ils vont. On ne peut pas être et dedans et dehors. Chacun doit avoir le courage d'assumer ses convictions - toutes sont légitimes- mais le Parti Socialiste est le parti des Socialistes.

La fraternité ensuite : démontrons notre envie du travail commun, retrouvons le goût de militer ensemble, le plaisir de débattre en respectant ensuite la décision collective. Il n'y a pas de force en politique sans solidarité.

Quels sont nos objectifs sur les trois prochaines années?

- **Incarner dans le pays une opposition de gauche crédible et responsable**, une gauche à la fois de gouvernement et de transformation sociale. Il y a une gauche radicale qui n'est pas de gouvernement et un gouvernement qui n'est pas de gauche.
- Rassembler notre famille politique, aujourd'hui dispersée, et **redevenir en voix le premier parti de gauche** à l'issue du cycle électoral 2019-2020-2021.
- Passer des combats au projet et être prêts, en 2021, à proposer à nos concitoyens une nouvelle ambition et une vision de l'avenir. Nous n'avons pas vocation à être une opposition parmi les autres mais à **devenir l'alternative**.

Dans un monde nouveau, celui de la transition écologique, de la mondialisation, du capitalisme financiarisé, du numérique et de l'individu, naissent des inégalités nouvelles, qui appellent des combats nouveaux et des solutions elles-mêmes nouvelles. Pour les porter, nous avons besoin d'un nouveau Parti Socialiste qui place au cœur de son identité la passion de l'égalité, un parti européen, écologiste, féministe, qui défend la place du travail, porte les principes de la République, et propose un chemin d'émancipation pour toutes et tous.

Notre parti doit être de nouveau une ruche, où l'on a plaisir à militer ensemble et où s'inventent des solutions nouvelles. **Le PS doit devenir un parti-plateforme**, ouvert à toutes et tous, un laboratoire collectif, une fabrique d'expérimentations. **Le PS doit être un outil au service de ses adhérents** et à leur écoute, un parti de proximité ancré dans les territoires, en métropole et outre-mer, qui sait épauler les initiatives locales de refondation et de reconquête.

Que voulons-nous faire ? Rassembler les énergies dans la fraternité et le collectif retrouvé, unir les forces issues de toutes les générations et de toutes les histoires, pour redonner au PS une âme, en faire le carrefour des espérances et le parti des solutions.

1. Pour rendre possible notre renaissance, construisons une nouvelle maison commune, un nouveau Parti Socialiste

Soyons fiers de la culture démocratique du Parti socialiste qui permet aux adhérents de définir l'orientation politique, d'élire les dirigeants, d'investir les candidats. Les partis-entreprises, agiles dans leur fonctionnement mais verrouillés dans leur organisation, ne peuvent être un modèle pour les femmes et les hommes de gauche qui savent la valeur de l'engagement collectif.

1.1. Nous avons besoin d'une éthique de l'action collective

Retrouver une **authenticité dans notre vie démocratique** ne dépend que de nous. Le PS a été le parti où l'on votait souvent mais où le vote des militants n'était pas respecté, soit par des responsables devenus « frondeurs », soit par des personnalités nationales qui se considéraient libres de leurs positions. Il s'agit désormais de dépasser cette histoire pour unir nos forces et nos différences. Le parti de demain doit connaître un fonctionnement collégial, ancré dans une éthique collective : le respect des règles et du vote, et celui de l'autorité de la direction - en premier lieu celle du premier secrétaire.

Cela va de pair avec **le dépassement des vieux clivages internes**. Nous avons tous une histoire dans ce parti, nous avons tous notre propre sensibilité. La diversité demeure et justifie le débat mais pas des clivages dont nous avons perdu jusqu'au sens.

Nous avons besoin de **sincérité dans l'engagement et le travail collectif**. La politique n'est pas une carrière, elle est un choix qui doit toujours être authentique et demeurer désintéressé. Être un élu ou un responsable du Parti donne une légitimité et un devoir d'engagement dans le travail, pas un statut de privilégié. L'avenir du PS appelle un cadre de travail exigeant et solidaire, avec des femmes et des hommes à égalité de droits et de devoirs.

Proximité et **ouverture** aux autres sont essentiels pour renaître. Notre avenir s'invente dans les territoires avec tous les acteurs locaux qui se confrontent au réel, prennent des initiatives et ouvrent de nouvelles voies vers le progrès partagé. Nous devons être engagés aux côtés des plus fragiles, de celles et ceux qui se battent pour leur dignité, pour leurs droits, pour leur emploi et leur logement. Nous devons être accueillants aux idées et aux innovations mais aussi aux nouvelles luttes et mobilisations. N'ayons pas peur d'être bousculés et interpellés, c'est aussi de cette façon que nous pourrons nous ressourcer.

1.2. C'est en se faisant **parti-plateforme et parti des solutions**, que renaîtra le Parti Socialiste

Aucune formation ne peut plus s'appuyer sur ses seules ressources internes. **Le rôle d'un parti politique est aujourd'hui de faire vivre une plateforme pour animer la relation avec les citoyens**, mobiliser leurs contributions, leurs énergies militantes, et renouveler en permanence le vivier des idées, des talents et des candidats sur tous les territoires.

Le parti-plateforme doit être ouvert aux adhérents et militants du Parti Socialiste mais aussi à tous les citoyens qui ne se reconnaissent pas dans les offres politiques actuelles et espèrent une alternative. Notre rôle est de construire avec eux un débouché et un projet politique nouveaux.

Nous ferons vivre le débat avec toutes celles et tous ceux qui partagent cette aspiration, et portent des expertises et des propositions. Ces partenaires sont nombreux : syndicats, ONG, associations, mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, chercheurs, intellectuels, entrepreneurs, artistes et acteurs du monde culturel.

Ces forces multiples doivent échanger en permanence, co-élaborer des propositions. Notre parti doit être tourné vers l'expérimentation locale, capter la créativité, valoriser les initiatives et les engagements humains. **C'est cela être le parti des solutions.**

1.3. Un parti EuroSocialiste qui renoue avec son **militantisme européen et international**

Nous sommes des Eurosocialistes, membres d'une famille politique qui porte l'espoir d'une alternative progressiste à l'Europe libérale dominée par la droite. Face à l'égoïsme de certains états, face à la montée des nationalismes, l'Europe a besoin d'une nouvelle ambition collective, sociale et solidaire, elle doit rendre le pouvoir aux peuples pour devenir une véritable démocratie. Le Parti Socialiste Européen est notre parti, nous devons plus activement contribuer à le faire vivre et y défendre avec force nos positions. Le renouveau du socialisme français ne pourra demain être pérenne sans redressement des Socialistes européens. L'enjeu des élections de 2019 est de construire une victoire des gauches

européennes autour d'une coalition progressiste. Cette échéance, nous la préparerons ensemble dans le cadre d'une convention nationale dédiée.

Notre militantisme international s'organisera autour de quatre priorités : remettre l'humain au cœur de la construction européenne ; mener la bataille mondiale pour les biens communs, la transition écologique et énergétique et le respect des droits humains ; aider à construire la paix dans un monde dangereux ; réussir la construction d'un espace de développement solidaire entre l'Europe, l'Afrique et la Méditerranée.

1.4. Un contrat de refondation pour un nouveau Parti Socialiste : De nouvelles méthodes et de nouveaux principes pour travailler ensemble

Au cours des dernières années, le PS a beaucoup travaillé et fait évoluer son corpus doctrinal en plaçant la social-écologie au cœur de ses réflexions. Hélas, ces textes restent peu connus. Les « forums de la refondation » qui se sont tenus après les défaites de 2017 ont permis de relancer la réflexion collective et de dresser le cahier des charges de la refondation. **Les militants n'ont pas travaillé pour rien, leurs plus de 1000 contributions seront publiées et mises à disposition de tous. Elles ont été et seront un point de départ pour notre travail collectif.**

Nous proposons que le Parti Socialiste se reconstruise par le socle, avec les militants, et les citoyens qui le souhaitent, avec la société et dans les territoires. Beaucoup peut être fait dans le cadre des statuts actuels, mais **pour réellement transformer nos pratiques nous aurons besoin d'un contrat de refondation et de nouveaux statuts** adoptés à l'issue d'un congrès statutaire. Tous les sujets pourront y être librement abordés. Parmi ceux-ci figureront les conditions d'adhésion, une plus grande souplesse d'organisation pour les fédérations et les sections, les modalités de vote et de représentation, le non cumul dans le temps des responsabilités, la place du tirage au sort et du référendum d'initiative militante dans notre fonctionnement, les nouvelles modalités de la primaire, etc. **Au cours de ce travail nous devons permettre à des territoires volontaires d'innover dans leur mode d'organisation** ; cela peut être le cas de certaines régions, des territoires ultramarins et des français de l'étranger.

Il nous faut sans délai déverrouiller le PS et libérer les énergies. Nous le ferons en nous appuyant sur les territoires, creusets de la renaissance des Socialistes. Les nouvelles solutions émergent souvent des mobilisations et des expériences locales. Un Conseil des Territoires associera directement les élus aux travaux de la direction et à la refondation du Parti.

Le PS doit rompre avec son fonctionnement vertical et bureaucratique pour devenir un parti décentralisé, et renforcer un travail direct entre la direction et les premiers secrétaires fédéraux. Le droit d'initiative appartiendra aussi aux militants et aux fédérations qui pourront porter des chantiers nationaux.

Plutôt que de multiplier les grandes conventions nationales sur des sujets très larges **nous lancerons plusieurs dizaines de chantiers sur des questions précises**, pilotés par des équipes paritaires, avec à chaque fois une ouverture à la société, un travail collaboratif, une consultation à toutes les étapes, et *in fine* un vote des militants.

Une plateforme numérique permettra de dynamiser la participation et les échanges entre Socialistes, mais aussi avec les citoyens, les intellectuels, les acteurs du mouvement social et les autres forces de gauche réformatrice. Sur cette plateforme, **un atelier des expériences locales** permettra d'insuffler dans la réflexion collective les innovations menées dans les territoires. **Une banque des compétences** mettra à disposition les ressources militantes et citoyennes trop souvent négligées. **Le vote numérique sera développé et les consultations en ligne sur la plateforme généralisées**, tout en organisant la médiation numérique et en relayant le numérique par des ateliers physiques pour tous, afin de prévenir la fracture numérique au sein de notre parti.

Les instances nationales, quand elles se réunissent sur une thématique, associeront des camarades tirés au sort parmi ceux qui auront participé au travail sur le sujet. **Un droit d'interpellation de la direction nationale sera institué.**

La direction issue du congrès, resserrée et paritaire, présentera avant l'été aux militants sa nouvelle organisation et son programme d'action, pour donner naissance à une plateforme numérique digne de ce nom, proposer aux équipes de terrain des outils efficaces d'appui et de communication, garantir un droit à la formation, lancer les chantiers du projet, et faire fonctionner différemment les instances nationales. Elle proposera notamment le **lancement d'une campagne nationale d'adhésion et de mobilisation des citoyens.**

La reconquête des territoires est notre priorité. Notre engagement est de mobiliser toutes les ressources du Parti pour réussir les élections européennes et les élections municipales de 2020.

Le renouvellement ainsi que la détection et la formation des talents est un enjeu crucial. Nous devons faire confiance à de nouveaux profils et combiner renouvellement des équipes, féminisation et diversité.

L'égalité entre femmes et hommes sera au cœur de notre action. Un secrétariat national sera directement placé auprès du premier secrétaire. La lutte contre le sexisme et les

violences faites aux femmes fera l'objet d'actions de formation et de sensibilisation. Elle s'inscrit dans une démarche de lutte contre toutes les discriminations et d'accompagnement des victimes. La parité n'est pas pour nous qu'un objectif chiffré, elle implique aussi et surtout l'accès aux fonctions internes les plus stratégiques et aux présidences d'exécutifs locaux.

2. Un congrès d'affirmation : Oui, dans le nouveau paysage politique, les Socialistes ont une place originale à occuper !

Aubervilliers doit être un congrès d'affirmation. **Nous n'avons pas à nous positionner en fonction des initiatives de nos concurrents.** Les autres partis ne sont forts que de nos faiblesses. C'est d'abord par notre propre travail, l'affirmation de nos valeurs et de nos propositions que nous nous ferons à nouveau entendre et respecter.

Poser aujourd'hui la question des alliances serait se placer en situation de faiblesse et accepter une position de supplétifs. **Pour rendre possible la victoire de la gauche demain il faut d'abord redonner de la force au Parti Socialiste. Aubervilliers doit donc être un congrès qui revendique l'autonomie stratégique du PS.** Tel est le sens de notre démarche.

2.1. Le socialisme n'a pas été remplacé

Nous devons affirmer ce que nous sommes, nous avons une identité, un projet, une place originale à défendre dans le paysage politique.

Le socialisme n'a pas été remplacé. Ni en France ni ailleurs, aucune des visions du monde qui prétendent lui succéder – libéralisme autoritaire, populisme protestataire, nationalisme identitaire – ne constitue un substitut aux objectifs et aux réponses socialistes : l'émancipation des individus, la lutte contre les inégalités, le combat pour l'écologie et la démocratie, l'engagement européen et internationaliste.

Le néolibéralisme a montré son incapacité à réguler la mondialisation et encadrer les effets des ruptures technologiques. Il se traduit par une montée sidérante des inégalités et des violences sociales qui mettent en danger nos sociétés et brisent des millions de vies. Il déconsidère les réponses collectives et montre son impuissance à répondre à la crise écologique tout en la précipitant. Face aux nouvelles douleurs contemporaines, face aux nouvelles aliénations, face au sentiment de dépossession et de déclassement, **notre rôle est de reconstruire un nouvel humanisme** et la confiance dans un progrès maîtrisé, et de

redonner sens au commun en menant la bataille pour de nouveaux droits et contre les inégalités.

2.2. Nous sommes, dans ce quinquennat et face à ce pouvoir, l'opposition de gauche et responsable

Au fil des mois, la politique menée par Emmanuel Macron est apparue pour ce qu'elle est : une politique économique libérale qui affaiblit les solidarités et creuse les inégalités. **Certains Français attendaient Mendès-France, ils ont eu Giscard.** L'écart entre les discours et les actes est permanent : les déclarations sont calibrées pour paraître justes, mais les actes sont brutaux, aussi durs pour les plus faibles qu'ils sont doux pour les puissants.

D'immenses régressions sont actées à bas bruit. Nos concitoyens commencent à en mesurer la portée dans leur vie quotidienne, qu'il s'agisse des emplois aidés, des APL, de la manière dont sont traités ceux qui portent assistance aux exilés, ou de la mise en œuvre des premières « ruptures conventionnelles collectives ».

La pratique « jupitérienne » ne tolère pas les contre-pouvoirs. Un à un, tous les corps intermédiaires sont contournés, les partenaires sociaux sont consultés mais souvent mis devant le fait accompli, les collectivités locales sont méprisées, le Parlement placé sous ordonnances et la majorité caporalisée. Vouloir mener les réformes à la hussarde, sans réel dialogue ni co-construction, ne pourra les conduire qu'à l'échec.

Nos groupes parlementaires ont montré la voie de ce que doit être une opposition de gauche et responsable. Le travail en commun des groupes et du Parti sera demain un élément clé pour porter au Parlement la voix d'une alternative crédible à gauche.

Le pays a besoin de cette voix. **La faiblesse du Parti Socialiste et la division de la gauche pourraient faire de la droite et de l'extrême-droite, en pleine convergence idéologique, le seul recours face au pouvoir en place.** Nous ne voulons pas d'une vie politique polarisée entre un nouveau centre-droit et une droite radicalisée, avec le Front National en embuscade. Nous n'oublions pas que la droite est notre adversaire dans les territoires. Mener le combat contre la droite et l'extrême-droite c'est être fidèles à ce que nous sommes et redonner tout son sens au débat démocratique.

2.3. Le bilan de notre pratique du pouvoir reste à faire

L'analyse approfondie du mandat de François Hollande devra avoir lieu, tout comme l'analyse des offres politiques de LREM et LFI. Mais il faut nous garder de sombrer dans une

querelle sans fin comme celle qui a paralysé une droite qui n'a toujours pas fini de faire l'inventaire du Sarkozysme.

Ce devoir de lucidité est d'autant plus important que notre défaite plonge ses racines dans des causes anciennes dont certaines sont françaises - nous n'oublions pas le 21 avril 2002 et 20 ans de hauts et de bas qui auraient dû nous alerter davantage – et d'autres sont plus globales, dans un contexte de crise de la social-démocratie européenne.

Ce travail sera l'objet d'une convention nationale avant la fin de l'année 2018. Les travaux préparatoires seront confiés à un groupe d'experts et de chercheurs. L'objectif est de mener une démarche rigoureuse permettant un débat serein et utile à la refondation du PS. Mais il reste néanmoins nécessaire d'évoquer cette question dans le cadre du congrès.

Chacun gardera à l'esprit avec fierté à quel point François Hollande a su incarner et rassembler la nation face au terrorisme, mener une politique étrangère courageuse et exemplaire pour éradiquer ce fléau.

Mais personne n'est plus légitime que les électeurs pour juger de ce mandat. En nous sanctionnant en 2017 ils nous ont collectivement désavoués et nous devons en tirer toutes les conséquences.

Notre manière de gouverner n'a pas été comprise. Les Français ont eu le sentiment de nombreux changements de cap. Ils n'ont pas trouvé dans notre démarche le discours de vérité, l'ambition réformatrice et la détermination dans l'action qu'ils appelaient de leurs vœux. Nous avons manqué de lieux de dialogue entre nous, perdu le sens des combats communs et du respect de nos règles. Le spectacle que nous avons donné ne pouvait déboucher que sur un rejet, par les militants d'abord, par les Français ensuite. La déchéance de nationalité et l'avant-projet de la loi sur le travail ont été pour beaucoup de douloureux moments de rupture car ils touchaient aux valeurs fondamentales des Socialistes.

Les résultats n'ont pas été suffisants pour créer les conditions d'une victoire en 2017. Pourtant l'évolution du chômage constatée depuis porte la marque des actions de redressement, productif et budgétaire, engagées sous l'autorité de François Hollande. Ce quinquennat a permis de mener à bien de nombreuses réformes importantes, de créer des postes de professeurs, de magistrats, de policiers et de gendarmes là où la droite en avait tant supprimé, et de construire de nouveaux droits pour les citoyens et les salariés (complémentaire santé, mariage pour tous, compte pénibilité,...). Ce bilan sera progressivement plus justement apprécié par les français.

2.4.L'ambition des Socialistes est de réinventer la gauche

Nous voulons réinventer la gauche et pas seulement le Parti Socialiste. Nous voulons rassembler la gauche pour ensuite rassembler les Français autour d'une nouvelle ambition sociale. Nous sommes la gauche qui veut gouverner, se confronter au réel, assumer les responsabilités.

L'idée-même d'une formation politique "et de droite et de gauche" n'a pas de sens et cache une volonté de dépolitisation mortifère pour notre démocratie. Nous ne pouvons réduire le débat public à un dialogue entre la majorité et les extrêmes. Ce discours est aussi habile que dangereux. Il crée la résignation et nourrit les populismes. Nous revendiquons au contraire le pluralisme politique. Le clivage gauche - droite demeure indissociable de la démocratie dans notre pays.

Substituer au clivage gauche – droite le clivage peuple-élites comme le fait Jean-Luc Mélenchon est tout aussi dangereux. Nous avons le devoir de le dire à celles et ceux qui se sont éloignés de nous pour le rejoindre. La pente du populisme est une pente dangereuse. Cette approche est étrangère à l'histoire de la gauche française, elle conduit à la division et à l'affaiblissement du mouvement social.

Pour réinventer la gauche, le Parti Socialiste doit s'adresser à tous et rechercher dialogue et partenariats. Le Parti Socialiste n'est plus, pour le moment, le parti dominant à gauche, et sa place au second tour des élections n'est désormais ni naturelle ni automatique. Aucun coup de balancier ne nous ramènera au pouvoir par le seul jeu de l'impopularité des gouvernants. Tout est désormais à (re)conquérir.

Nous devons nous adresser aux déçus, partis marcher ou déclarer leur insoumission, mais aussi devenus abstentionnistes, et d'abord écouter leur parole et comprendre leurs motivations. Notre capacité de rassemblement devra s'appuyer sur le dialogue, sur la dynamique de nos idées, sur notre aptitude à échanger et coopérer avec les forces en mouvement dans toutes les sphères de la société. **Ce ne sont pas les accords d'appareil qui feront la gauche de demain mais la construction en commun de projets partagés.**

Redevenir majoritaires suppose de réconcilier des gauches que certains voudraient irrémédiablement séparer, ouvrant ainsi une éternité électorale à la droite. **Au moment où le nouveau pouvoir théorise le "et de gauche et de droite", il serait paradoxal de ne plus être capable d'être "et de gauche et de gauche".** De ce point de vue, l'exemple du Portugal doit être pris en compte car c'est bien autour d'un Parti Socialiste au gouvernement que s'est fait le rassemblement des gauches.

Notre volonté de rassemblement de la gauche est intacte, mais aujourd'hui cette question est d'abord posée à Jean-Luc Mélenchon. Son obstination dans la volonté de voir disparaître

les autres formations politiques, sa stratégie d'isolement, conduisent à l'effacement de la gauche et à une impasse stratégique. **Vouloir rassembler n'est pas taire les divergences.** Son évolution souverainiste et la remise en cause du principe même de la construction européenne sont contradictoires avec l'identité des Socialistes. Enfin, nous sommes la gauche qui veut gouverner et, à ce stade, nous n'avons pas le sentiment qu'il ait la volonté réelle de se confronter au pouvoir et de le faire en partenariat avec d'autres.

3. Les combats des socialistes

Nous venons de vivre un cataclysme et nous engageons une renaissance. Nous voulons le faire avec détermination, mais aussi patience et humilité. **Nous ne proposons pas aujourd'hui un nouveau programme clés en mains, mais des combats prioritaires, des combats pour le présent, mais surtout des combats pour demain, car c'est le futur qu'il faut penser.**

Nous n'avons pas de solutions toutes faites, pas de prétention à régler en quelques mois toutes les questions que nous n'avons pas su formuler ou trancher depuis deux décennies. **Le programme que les militants attendent, c'est d'abord un programme de travail tourné vers l'avenir.**

3.1. L'Europe puissance et protectrice dans la mondialisation

Nous faisons le choix d'un nouvel internationalisme dont l'instrument est une Europe puissance et protectrice, démocratique et solidaire, qui défend ses valeurs et son modèle de société à l'échelle planétaire, qui encadre la finance, porte le combat écologiste, et défend la place de l'Homme et ses libertés faces aux ruptures technologiques.

La tentation nationale serait notre tombeau. Souveraineté nationale et souveraineté européenne vont désormais de pair. Si l'Union Européenne n'existait pas, deux raisons justifieraient sa construction et notre engagement européen.

Avec Trump à l'ouest, le Brexit au nord, Poutine à l'Est, et de nombreuses menaces au sud, l'Europe doit prendre conscience d'elle-même et fixer ses frontières. Il s'agit bien aujourd'hui d'assurer la protection et la sécurité d'un espace commun menacé.

Il existe évidemment des inégalités et des écarts de développement au sein même de l'Europe. Mais l'Europe a un modèle économique et social singulier dans le monde qui la distingue, un modèle façonné par l'histoire, fondé sur notre conception universaliste des droits de l'Homme, sur la solidarité et le développement durable.

Ce modèle mérite d'être défendu dans la mondialisation, sans quoi demain les états se soumettront aux multinationales et aux GAFAs, les droits et libertés seront rognés par la course au profit. **Au sein de l'Union Européenne comme à l'échelle de la planète, nous menons le combat contre le néolibéralisme.** Notre engagement européen est total, mais il y a plusieurs chemins possibles pour l'Europe, et le nôtre n'est pas celui de la droite libérale, fut-elle allemande.

Les combats des socialistes :

L'Europe doit se protéger dans la mondialisation en revoyant sa politique de concurrence et de commerce international, en refusant les échanges inéquitables, non respectueux des droits de l'Homme, de l'environnement, de la souveraineté alimentaire, et de notre création culturelle. Les accords de libre-échange devront être subordonnés au respect de nos solidarités. L'Europe doit mener un combat impitoyable contre les paradis fiscaux, et fixer de nouvelles règles contre l'optimisation et la concurrence fiscale qui minent l'Etat social.

Au sein même de l'Union il convient d'être intraitable sur le respect de la démocratie et des droits humains, organiser la convergence sociale et fiscale, et mettre pleinement en œuvre le principe « à travail égal, même salaire et protection sociale » pour les travailleurs détachés. **L'Europe doit aussi construire des droits nouveaux pour tous les citoyens** en matière de santé environnementale, de libertés numériques et de droits des consommateurs.

Nous voulons également une Europe qui investit pour préparer l'avenir, dans les transitions numérique, écologique et énergétique, dans la formation et l'insertion, dans la recherche et l'innovation, dans le développement des entreprises et les projets des territoires. Pour cela l'Europe doit porter une politique industrielle, rompre avec les politiques d'austérité, renforcer le contrôle du Parlement sur la zone Euro, et **se donner un budget en cohérence avec ses ambitions, à travers une mobilisation des états-membres et de nouvelles ressources budgétaires propres** qui corrigeront les excès du capitalisme financier mondialisé (taxe sur les transactions financières, fiscalité sur les GAFAs,...).

Depuis la COP21, et plus encore depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, **l'Europe a pris le leadership de la cause environnementale. Elle doit continuer à montrer le chemin et défendre sa conception des biens communs.** L'Europe doit également assumer sa relation d'interdépendance avec l'Afrique et la Méditerranée et investir massivement dans leur développement durable qui est la meilleure politique pour prévenir de futures crises des réfugiés. Elle doit mener une politique migratoire qui corresponde à ses valeurs, dans le respect du droit d'asile et des engagements pris pour l'accueil des réfugiés.

3.2. Une transition écologique citoyenne et solidaire

La transition écologique est un choix de société, de transformation des modes de vie et de production, de solidarité et de citoyenneté. L'urgence est là car la destruction de notre planète et de la biodiversité est d'ores et déjà enclenchée.

Les Socialistes ont placé la France à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique. Leurs élus locaux ont mis l'écologie au cœur de leur action. Les avancées en faveur du climat et la « Conférence de Paris » resteront l'un des grands acquis du quinquennat de François Hollande. La mobilisation pour atteindre les objectifs fixés doit être maximale.

Le développement durable, défini par la Socialiste norvégienne Gro Harlem Brundtland, est à la fois la responsabilité vis-à-vis des générations futures et la réponse aux besoins humains fondamentaux, notamment des plus démunis. **Pour les Socialistes, l'écologie doit être solidaire et étroitement liée au combat contre les inégalités et les injustices.**

La précarité énergétique fait partie des enjeux sociaux de la transition. La santé est ainsi un bon exemple des nouveaux défis de l'écologie et du développement durable. Les maladies chroniques explosent sous l'effet de nos comportements et de la dégradation de notre alimentation et de notre environnement.

Les combats des Socialistes :

La sortie progressive des énergies carbonées, et notamment la sortie rapide du diesel, la réduction à 50% en 2025 de la part du nucléaire dans notre mix énergétique, et le développement rapide des énergies renouvelables, doivent être menés simultanément.

La transition écologique doit permettre de faire émerger de nouvelles opportunités économiques. Elle doit notamment guider le développement durable des activités maritimes, agricoles, forestières, de la valorisation des bio-ressources, piliers de l'avenir des territoires ruraux, littoraux et ultramarins. Nous avons également besoin d'un nouveau modèle agricole et alimentaire fondé sur la qualité, la proximité, et le lien retrouvé entre producteurs et consommateurs.

L'ensemble de nos politiques publiques devront être systématiquement revues sous le prisme de la nouvelle donne écologique. Nous devons par exemple aller vers un **État-providence social écologique** qui mutualise la couverture des nouveaux risques liés aux désordres environnementaux pour lutter contre les inégalités.

Notre combat est également celui de la priorité donnée aux politiques de prévention et de santé publique, avec la reconnaissance des enjeux de la santé environnementale révélatrice des inégalités et des conditions de vie dans l'alimentation, le logement, le travail, etc.

3.3. Le travail et l'entreprise au cœur du lien social et des parcours de vie

Nous défendons la place du travail dans nos sociétés et le rôle central des salariés et de leurs représentants dans la création et la répartition des richesses au sein de l'entreprise. Le travail est un levier d'émancipation, il permet à chacun s'accomplir au sein d'une communauté et de valoriser ses talents. Faire de sa main, comme inventer et concevoir, c'est une grande et légitime fierté. Nous voulons unifier le monde du travail autour de droits nouveaux pour tous, droits individuels et garanties collectives, comme nous en avons montré le chemin avec le compte personnel d'activité.

Le travail change de forme et de nature, est plus autonome, souvent plus solitaire et plus précaire. Il nous faut **inventer une société apprenante**, qui crée le modèle social capable de gérer les transitions professionnelles et la formation tout au long de la vie. Dans cette perspective, **nous refusons de déconnecter la question du statut social de celle de l'activité**, qu'il s'agisse du travail ou d'activités d'utilité sociale.

L'enjeu d'aujourd'hui est de reconnaître de nouveau la valeur du travail, défendre les droits de tous les actifs, reconnaître aussi les souffrances au travail quand l'économie est percutée par l'immatériel et par la fragmentation, l'externalisation et l'individualisation des tâches. Le niveau du chômage n'est pas lié au coût du travail mais à l'insuffisance de l'investissement dans l'humain, notamment par la formation et l'insertion. **Dans un monde qui change si vite, la bataille des droits sociaux n'est pas une vieilleries du 20e siècle. Elle doit être menée partout.**

Pour les Socialistes, entreprendre est une vertu, c'est prendre des risques pour aller au bout de son projet, de ses idées. Il y a bien des façons d'entreprendre ; les chefs d'entreprise, mais aussi les militants associatifs, les élus locaux, les responsables des services publics, les artistes, sont des entrepreneurs. L'entreprise elle-même s'organise selon des modalités très diverses, de la forme la plus classique de la société, aux artisans et indépendants, aux associations, mutuelles, coopératives,... **Oui, dans cette vision élargie, l'entreprise est bien un des lieux de création de richesse.**

Les combats des Socialistes :

Nous portons le combat pour la conquête de droits nouveaux pour les travailleurs précaires, une véritable universalité de la protection sociale, et la réhabilitation du salariat

contre le dévoiement du statut d'indépendant. Nous appelons pour tous à la création d'une véritable **sécurité sociale professionnelle** qui arme les travailleurs face aux transformations des métiers et au risque de déclassement et de chômage. Lutter contre le chômage, c'est enfin recourir aux emplois aidés lorsqu'ils sont nécessaires.

Face à l'*ubérisation* de la société et aux ravages qu'elle engendre, nous voulons inventer une économie numérique à la française misant sur l'humain, la qualité du travail, la collaboration, la durabilité, et non la compétition sauvage et la tyrannie du court terme.

Reconnaître la valeur du travail c'est reconnaître les compétences et les engagements des femmes et des hommes et pas seulement les diplômes et qualifications. C'est aussi instaurer un droit individuel à la formation qui doit pouvoir profiter à tous, poursuivre la réduction du temps de travail tout au long de la vie, et se mobiliser pour l'amélioration des conditions de travail face à la montée en flèche des maladies professionnelles, de la connexion permanente et du burn out.

Les salariés ont des droits qui doivent être protégés et le démantèlement de ces droits est aujourd'hui allé trop loin avec les ordonnances Pénicaud. Le principe même des ruptures conventionnelles collectives doit par exemple être remis en cause.

Nous défendons l'approfondissement du dialogue social dans les entreprises de toutes les tailles, ce qui nécessite de mieux armer les syndicats, la **mise en place de procédures de co-décision et la présence des salariés dans les conseils d'administration.**

Nous plaidons pour la **reconnaissance de l'entreprise comme communauté plurielle de production de richesses** avec le nouveau statut de société à objet social étendu, le développement de l'économie sociale et solidaire, et la valorisation de la responsabilité sociétale des entreprises.

Le soutien aux entreprises s'inscrit dans une stratégie assumée de développement de l'économie productive et de l'industrie. La fiscalité et les règles financières doivent encourager non pas l'accumulation de la richesse mais sa circulation et son réinvestissement, ainsi que la prise de risque. **Notre combat est aussi celui de la montée en gamme de l'industrie française,** par la performance et la qualité, par les compétences et l'innovation. La politique d'innovation doit libérer la créativité et explorer tous les leviers de transformation de l'économie, notamment numérique, dont l'innovation sociale et l'économie circulaire et collaborative.

3.4. Des droits nouveaux pour lutter contre les inégalités.

Il est paradoxal de faire de l'égalité un point parmi les autres dans les débats de notre congrès. L'égalité n'est pas une thématique, elle est notre boussole. L'égalité est le cœur de la République, le fondement même de sa promesse.

En bouleversant les structures de l'économie et de la répartition des richesses, la mondialisation et la révolution numérique ont fragilisé les classes moyennes, appauvri les plus modestes, et considérablement renforcé la concentration des richesses. **Le niveau atteint par les inégalités est devenu insupportable.** Les 10% des Français les plus riches concentrent près de 50% du patrimoine brut des ménages, quand les 10% les plus modestes n'en détiennent que 0,07%. Les inégalités patrimoniales sont 20 fois plus fortes que les inégalités de revenus. L'accès aux grandes écoles et aux formations supérieures est devenu plus inégalitaire que jamais.

Malgré des décennies de combat, le genre, la couleur de peau, l'origine sociale, dictent le cours des vies et creusent les inégalités. **La force des inégalités sape l'adhésion à nos valeurs communes. La France est le pays du grand gaspillage humain.** Les inégalités territoriales sont également en pleine explosion, au sein des villes comme entre espaces urbain, péri urbain et ruraux. L'accès, à la santé, à la connexion, aux services publics est redevenu un enjeu central.

Oui l'égalité reste un combat neuf, et c'est celui des Socialistes. Il nous revient de mener ce combat, et d'en renouveler les outils comme les mots, car personne ne le fera à notre place.

Les combats des Socialistes :

Les violences que subissent les femmes sont les manifestations les plus visibles des inégalités femmes – hommes, nourries par les représentations, les inégalités du quotidien qui mettent les femmes en situation de faiblesse, et le maintien de rapports de domination d'un autre âge. Le PS devra dans ce domaine être exemplaire pour lui-même, faire progresser l'égalité réelle, en droit et en fait, et renouer avec le mouvement féministe et intellectuel qui éclaire les enjeux du combat des femmes et ses implications pour construire une société plus juste et plus respectueuse de chacun.

Parallèlement à la répartition qui permet de limiter les inégalités de revenus, nous devons travailler à une nouvelle approche des inégalités des patrimoines qui déterminent au quotidien le niveau et la qualité de la vie (logement, culture, santé, et bien sûr éducation).

La lutte contre les fractures territoriales urbaines et rurales est un autre enjeu majeur. Elle implique un soutien renforcé aux territoires les plus fragilisés et un développement solidaire au sein des zones urbaines et entre villes et campagnes. **La République doit avoir comme ambition de faire des territoires ultramarins des laboratoires du retour à l'égalité.**

Les services publics doivent être réaffirmés comme des outils privilégiés de lutte contre les inégalités. De nouveaux services publics sont nécessaires face aux nouvelles inégalités, afin de lutter contre les déserts médicaux pour lesquels la médecine libérale ne peut être la seule réponse ; assurer le maillage du pays par le très haut débit ; maîtriser localement les données numériques, nouveau minerai du développement territorial.

La lutte contre les inégalités c'est aussi le refus de la marchandisation de la santé, la défense de l'hôpital public et la reconnaissance du rôle spécifique des mutuelles et du secteur non lucratif.

Face à la **pauvreté**, l'État doit assurer la solidarité en garantissant les droits des personnes et les acteurs des territoires doivent mettre en œuvre une solidarité de proximité pour favoriser la dignité et l'autonomie de chacun. C'est le sens de **l'expérimentation du revenu de base engagé par des départements dirigés par les Socialistes.**

Dans le combat pour l'égalité, l'école est la première ligne de front. Elle sera toujours pour les Socialistes le premier sujet, le premier projet, le premier budget. Le débat éducatif s'est perdu dans les querelles de chapelles et les sujets à la mode. L'école a besoin d'une politique, pas de polémiques. Nous aspirons tous à un véritable accompagnement des jeunes, permettant à chacun de choisir son parcours en fonction de son projet et de son talent, avec pour tous des possibilités de rebonds et de nouvelles chances. L'accès aux stages et à la découverte des métiers, la lutte contre le décrochage scolaire, un véritable libre choix des bacheliers pour l'entrée dans l'enseignement supérieur, sont autant de combats à mener.

La France n'a pas su faire de l'enseignement supérieur et la recherche une priorité, notamment budgétaire, alors qu'ils sont une clé majeure de l'innovation et de l'emploi. C'est notamment vrai pour l'emploi scientifique et le soutien aux doctorants, car un pays sans chercheurs est un pays sans avenir.

3.5.La République et la démocratie au cœur du combat des socialistes

Pour défendre la République, un nouvel humanisme et de nouvelles lumières

Contre toutes les dérives populistes, nationalistes et identitaires, contre les obscurantismes et les fanatismes, nous voulons construire un nouvel humanisme fondé sur la réhabilitation du vivre ensemble et des réponses collectives, sur la valorisation de la création culturelle et de l'esprit critique, la défense de la laïcité et l'extension des libertés publiques.

Certes le mariage pour tous, grâce aux Socialistes, a marqué une étape supplémentaire de progrès. Mais le risque terroriste, la pression communautariste, ou la domination des mastodontes du numérique, conduisent pour la première fois depuis des décennies à un risque réel de recul des libertés individuelles. **L'essence même des démocraties est la vitalité des libertés et leur garantie par le droit. Il devient urgent de marquer un coup d'arrêt face aux risques cumulés de régression.** Ce combat n'est pas dépassé, il est la condition du maintien d'une société ouverte et respectueuse de chacun.

L'heure est au réveil des Lumières. Égalité, éducation et libertés, dans une République laïque, peuvent se combiner pour nourrir le cercle vertueux d'un nouvel humanisme. Cessons de courber la tête face aux *fake news* et à l'hystérisation du débat public. Liberté et vérité marchent sur le même chemin car elles sont ensemble la possibilité du débat et de la démocratie.

Les combats des Socialistes :

Nous faisons pleinement nôtres les trois principes clefs de la laïcité française, la liberté absolue de conscience, la liberté des cultes, la neutralité de l'Etat. La Laïcité est le socle du vivre ensemble dans la République. L'État a la responsabilité de transmettre, d'enseigner et de faire respecter ces principes. Nous sommes aujourd'hui confrontés à une offensive fondamentaliste contre la République. Face à celle-ci nous devons faire face et assumer l'application de la Loi de 1905 et de la législation laïque.

La République ne peut plus tolérer les discriminations qu'elle est censée proscrire en droit. Les français qui se trouvent ainsi placés aux marges de la nation en tirent révolte et colère. Nous devons trouver des chemins nouveaux pour mobiliser le corps social dans cette lutte.

Le combat républicain est aussi celui de la défense des libertés et de l'État de droit. Le renforcement de la loi face au risque terroriste est une priorité mais ne peut conduire à un renoncement aux libertés publiques fondamentales. Le respect du droit d'asile et de la dignité humaine doivent être rappelés avec force face à la dérive de l'action du gouvernement vis-à-vis des exilés.

Nous inventerons de nouvelles libertés face aux bouleversements technologiques. La transition numérique appelle la reconnaissance d'un droit à une forme d'intimité numérique, la lutte contre la spoliation des données personnelles et pour leur protection, notamment en matière de santé, ainsi qu'une maîtrise collective des enjeux de l'intelligence artificielle. La révolution biotechnologique en cours, en permettant l'intervention directe sur le génome humain, soulève de nouveaux enjeux bien au-delà des questions classiques de bioéthique.

Une démocratie vivante, une République de la confiance

Nous portons avec fierté les principes d'une République décentralisée, vivante et participative, sociale et citoyenne, fondée sur la confiance dans les territoires, dans les acteurs sociaux, sur la mobilisation de la créativité de chacun.

La République doit être attentive à tous ses territoires, à leurs initiatives et leur créativité, et construire de nouveaux contrats avec la Corse d'une part et les territoires outre-mer d'autre part. Elle doit aussi savoir s'appuyer sur les Français de l'étranger et sur la francophonie pour porter dans le monde ses ambitions et ses valeurs.

Chacun d'entre nous est aujourd'hui sidéré par le mouvement de régression démocratique en cours. Les corps intermédiaires sont stipendiés, les collectivités locales méprisées, les élus jetés en pâture à l'opinion publique. Le collectif et le contrat sont systématiquement dévalorisés.

A la démocratie césarienne nous opposons la société de confiance. Plus que jamais nous croyons à la mobilisation dans la durée des citoyens organisés dans leurs associations, dans leurs syndicats ; nous croyons au rôle des élus, au travail collectif, à la co-construction avec les citoyens, à l'exercice des responsabilités éclairé par le dialogue et la recherche des compromis.

Les combats des Socialistes :

Nous en appelons à un ressaisissement collectif, à la remise en cause des pratiques en cours, au retour d'une société de dialogue et de confiance autour de quatre principes :

- **La confiance dans le Parlement et la collégialité du travail gouvernemental** via un rééquilibrage de nos institutions, un renforcement des droits du Parlement, et une limitation des pouvoirs du Président de la République.
- **La confiance dans les territoires et leurs élus**, évidente dans une République décentralisée, parce qu'ils portent l'action publique au quotidien et inventent avec les citoyens les solutions de demain. Nous avons besoin pour cela d'un pacte financier et d'une nouvelle étape de décentralisation.
- **La confiance dans les partenaires sociaux**, dans le dialogue et la démocratie sociale, car les affaiblir serait priver le pays du chemin de coopération dont nous avons cruellement besoin.

- **La confiance dans les citoyens**, dans une démocratie contributive fondée sur la mobilisation de leur créativité et de leur expertise, sur leur implication dans la prise des décisions, par exemple via le dialogue environnemental ; la confiance dans les corps intermédiaires et dans le mouvement associatif que les citoyens ont construit et qui fait le lien social et l'innovation dans notre pays.

Cher camarade,

Ce qui doit nous importer, dans ce congrès, c'est demain et non hier. Pour redonner aux Français l'envie de nous soutenir, nous devons démontrer d'abord notre utilité, notre volonté, et notre capacité à travailler ensemble. C'est tout l'enjeu de ce congrès, c'est le sens de notre démarche collective et de notre motion.

Je suis candidat pour être, à la tête d'un nouveau collectif, le premier responsable des Socialistes et mettre en œuvre ce programme de travail, redonner aux Socialistes leur fierté.

Je suis le candidat de l'unité et du rassemblement sans lesquels le PS ne pourra retrouver la force qu'il a perdue ; le rassemblement est la condition du sursaut et de l'espérance.

Dans ce congrès, ne vote pas par colère, par fidélité, ou par tradition, mais donne de la force à celles et ceux qui sauront le mieux préparer ensemble la renaissance du Parti Socialiste.

Je t'invite à nous rejoindre pour ouvrir à Aubervilliers, avec tous les Socialistes, le chemin de la renaissance.